

25 avril 1991

LE XXI^e SIECLE EST COMMENCÉ

Postface aux éditions brésilien^{ne} et anglaise de
Choisir l'Audace. Une alternative pour le XXI^e siècle.

Alain LIPETZ

9 Novembre 1989 : la joie d'une libération, celle de l'Europe de l'Est, la fin de l'affrontement Est-Ouest.

27 Février 1991. L'horreur d'une guerre de la bonne conscience, de la supériorité écrante du Nord, contre un pays du Sud dirigé par un dictateur.

Entre ces deux dates, l'axe du monde a basculé. Le XX^e siècle est vraiment achevé. Ce qui, dans mon livre, était projet d'avenir devient maintenant urgence absolue. Le XXI^e siècle est commencé.

UNE AUBORE ?

9 Novembre 1989. Cette nuit-là, l'Europe est revenue au coeur de l'Histoire. Non pas, comme trop souvent en ce siècle, pour ébranler le monde de ses querelles, l'ensanglanter de ses déchirements, le stupéfier de ses crimes inouïs. Mais, pour une fois, dans un symbole de paix, de réconciliation, de libération. En s'effondrant, le Mur de Berlin signifiait la fin de 45 ans de tensions et de haines, quarante cinq ans de deuils et de désespérance, quarante cinq ans d'impuissance et d'humiliation. La fête spontanée de la Porte de Brandebourg donnait sens, avec quarante cinq ans de retard, à la poignée de main des soldats russes et américains sur le cadavre de l'Allemagne nazie. Mais la symétrie était brisée: on vit les Allemands de l'Est, hilares ou intimidés, sortir en masse pour embrasser

2

leurs parents bouleversés. La fin du partage de Yalta marquait aussi la capitulation en rase campagne du capitalisme d'Etat stalinien devant les séductions du mélange ouest-européen de libéralisme et de social-démocratie. Au delà du cycle de la Guerre froide, c'est le cycle ouvert par la Révolution d'Octobre 1917 qui se refermait sur le goût amer d'un immense gâchis.

Cette ombre d'amertume (pour ceux qui, jadis, avaient cru au communisme) fut bientôt confirmée par les relents nauséeux montant de l'Europe de l'Est en ruines (anti-sémitisme, populisme, matérialisme effrené ou spiritualismes réactionnaires) et par l'arrogance retrouvée de l'Allemagne de Monsieur Kohl. Mais il faut d'abord rappeler cette fête renouvelée de semaine en semaine qui, sitôt éteints les lampions du bicentenaire de 1789, vit s'écrouler les dictatures "communistes", de la Pologne à la Roumanie. Ce qui s'est effondré en ces jours merveilleux, c'est un système totalitaire à l'Est, et les conditions du condominium soviéto-américain sur l'Europe.

Cette double libération, nous la devons d'abord aux peuples de l'Est eux-mêmes, eux qui depuis 1953, à Berlin, à Budapest, à Varsovie, à Prague, ne se sont jamais résignés. Aux militants des décennies de clandestinité, comme aux foules qui, d'année en année, ont appris à affronter les milices et l'armée, jusqu'à la révolution non-violente de l'automne est-allemand. Nous la devons aussi aux foules occidentales qui, dans les années 80, de la Sicile à l'Irlande, se réunirent par centaines de milliers pour refuser les euromissiles et la satanisation définitive de l'Europe de l'Est. En signifiant la crise du consensus pour la défense nucléaire de l'OTAN, en convaincant les dirigeants soviétiques que, les pacifistes n'étant pas seulement à l'Est mais aussi à l'Ouest, la Russie n'avait plus besoin d'un glacis coûteux autour d'elle, les Mouvements de Paix ouest-européens ont fait infiniment plus pour la libération de leurs frères de l'Est que les milliers de mégatonnes nucléaires accumulées dans les silos des sous-marins.

Et c'était bien la première conséquence à tirer de ce qui venait de se passer : la condamnation définitive du chantage nucléaire, de l'ignoble slogan des partisans de la dissuasion nucléaire : "Plutôt morts que rouges". Les Polonais avaient donc raison de ne pas se suicider en 1981. On est sorti du "totalitarisme" aussi difficilement mais aussi sûrement

que de "l'autoritarisme" des Franco et des Pinochet. Jamais la lutte pour la liberté ne passera par l'anéantissement de l'Humanité. Tous les budgets de modernisation des forces de frappe nucléaire sont dorénavant injustifiables. Au delà, c'était tout le cadre géo-stratégique mondial qui venait de basculer: la polarisation est-ouest était désormais caduque. J'ai vu tomber le Mur de Berlin depuis une bourgade de Grèce, au cours d'un séminaire regroupant chaque année des intellectuels, des politiques, des animateurs d'organisations non gouvernementales d'Europe et du Tiers Monde dans la recherche d'une voie progressiste Nord-Sud. Les Africains observaient avec amusement les Européens bouleversés. Pour les Africains, c'était le signe que leurs dictatures, que leurs partis uniques à eux, soutenus par les gouvernements Ouest-Européens tomberaient aussi un jour. Mais le Yougoslave ne cachait pas son inquiétude: "La droite allemande est partie pour un IVe Reich... elle cherche déjà à récupérer la Slovénie"... Espérance et inquiétude : Berlin était redevenu l'ombilic de l'Europe.

LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA FIN DE LA GUERRE FROIDE.

Les conséquences des bouleversements en cours sont en fait proprement incalculables, même à s'en tenir au plan économique. On pense au jeune Keynes rédigeant son premier grand essai, à la fin de la Première Guerre Mondiale : *Les conséquences économiques de la paix*. Nul de nos jours n'égale son talent, et les problèmes à résoudre sont infiniment plus complexes. Essayons au moins de poser les problèmes.

Il faut d'abord prendre au mot la référence à Keynes. L'accélération de la course aux armements à joué un rôle considérable dans les années 80. Elle a ruiné l'Union Soviétique et les Etats-Unis, tout en offrant un débouché stable et sûr aux industries de pointe. Le "double déficit" américain (celui du budget et celui de la balance commerciale) a là son origine. L'Europe et la "zone de co-prospérité japonaise" ont trouvé dans ce déficit un débouché naturel qui, à la différence d'une extension de leur marché intérieur, ne leur posait aucun problème de balance commerciale. Mais la dette américaine, faisant monter les taux d'intérêt et s'ajoutant à celle du Tiers Monde, menaçait la stabilité financière mondiale.

-- Cette course aux armements n'a plus lieu d'être aujourd'hui. Des milliers de milliards de dollars sont potentiellement disponibles pour la reprise de la croissance du bien être,

l'apurement des dettes, la lutte contre la crise écologique mondiale. Mais ne rêvons pas. Le conservatisme géo-stratégique est puissant, il peut s'appuyer sur les lobbies militaires-industriels qui feront valoir d'abord les emplois supprimés par la démantèlement, qui surévalueront les difficultés d'une reconversion planifiée des industries d'armement. Il peut aussi s'appuyer sur les nouvelles tensions qui naîtront de l'effondrement même de l'empire soviétique, voir les provoquer. C'est ce qu'allait montrer la Guerre du Golfe, mais déjà les tensions en Europe de l'Est. Car la dissolution d'une ancienne tension n'abolit pas toutes les tensions, la fin d'un cauchemar n'abolit pas les pulsions de mort. Dans l'Europe déboussolée qui cherche, en tâtonnant, un nouvel ordre, les tensions ethniques, les ambitions nationales, vont revenir sur le devant de la scène.

Tensions ethniques: le risque est énorme d'une non-sortie de la crise économique à l'Est, y compris dans les pays (la Pologne, la Hongrie) qui auront choisi de s'orienter vers le libéral-productivisme. Passée la première euphorie démocratique, les vieux démons du populisme autoritaire ressurgissent déjà, avec les alliances (hier impensables, mais demain si logiques) des conservatismes bureaucratiques et des chauvinismes nationaux, voire religieux, une alliance de la droite des appareils communistes et de la droite des anciennes oppositions. De nouveaux Etats forts s'affirmeraient ainsi, qui détourneraient les rancœurs contre "l'autre": les Roumains contre les Hongrois, les Polonais contre les Allemands, et tous contre les inusables juifs. Le retrait de l'Apocalypse Nucléaire rouvrirait en Europe l'âge des "petites guerres" sur fond de misère, comme celle qui règne de manière endémique en Irlande du Nord, au Pays Basque espagnol.

Ambitions nationales : et tout le monde pense à l'Allemagne de 80 millions d'habitants. Hier géant économique et nain économique, l'Allemagne de l'Ouest devient d'un coup super-grand économique et géant politique. Hier encore sa force était menacée par le déclin démographique. D'un coup elle peut envisager d'agglomérer à sa puissance non seulement l'Allemagne de l'Est, mais l'Autriche dont la neutralité cesserait de devenir rédhibitoire, mais toutes les populations d'origine allemande qui avaient survécu à l'Est du Rideau de Fer: des marchés, de la force de travail qualifiée ou bon marché à ne plus savoir qu'en faire.

LA NOUVELLE QUESTION ALLEMANDE.

On mesure ici l'inconscience et des intellectuels français qui dans les années 80 refusaient la Grande Europe neutraliste par choix atlantiste, en agitant la peur de l'hégémonie allemand. Dès aujourd'hui, cette crainte ne peut justement être désamorcée que par le contre-poids d'une Europe englobant, à l'Est de l'Allemagne, les petites nations de la "Mitteleuropa". Dès l'automne 1989, avec les rencontres Italie-Yougoslavie-Autriche-Hongrie-Tchécoslovaquie, on voit s'esquisser la "Petite-Entente" d'avant-guerre entre les nations issues la dissolution de l'Empire Austro-Hongrois, antique barrage contre les ambitions de l'Allemagne prussienne.

Oui, l'Allemagne fait peur. A ce niveau-là, un sentiment subjectif devient fait objectif. Encore faut-il en bien saisir les racines.

Il ne suffit pas en effet d'avoir peur de l'Allemagne réunifiée. Il faut surtout comprendre ce qui fait déjà la force de la seule Allemagne de l'Ouest. Car si l'année 1989 a sanctionné la victoire définitive du capitalisme de marché occidental sur le capitalisme d'Etat oriental, quarante-cinq ans après leur victoire commune sur le nazisme, elle a plus discrètement sanctionné une autre victoire, remportée dans les années 80: celle d'un type de capitalisme de marché contre un autre. Dix ans après l'offensive ultra libérale chez les anciens maîtres du monde, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, la façon dont se négocie le partage des dépouilles du "socialisme réellement existant" révèle avant tout un fait massif: avec tous leurs armements nucléaires, ces deux pays se retrouvent sans voix (comme la France, d'ailleurs) parce qu'ils sont affaiblis et endettés. Le nouveau partage du monde s'effectue autour du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest. Nous verrons plus loin, à propos de la Guerre du Golfe, comment les "vaincus économiques" tenteront de prendre leur revanche.

Avec 65 millions d'habitants, l'Allemagne de l'Ouest est presque 2 fois moins peuplée que le Japon. En 1989, elle a exporté 382 milliards de dollars, soit un excédent commercial de 81 milliards (contre 77 pour le Japon). Et cela, de notoriété publique, avec un niveau de vie de ses salarié(s) incomparablement supérieur, et sans spécialisation

marquée dans le domaine des nouvelles technologies. L'Allemagne gagne sans les puces électroniques et avec les ouvriers parmi les plus chers du monde !

Ce que le Japon et la RFA ont d'abord réalisé, c'est la participation des travailleurs à l'apprentissage de la productivité, à la recherche de la qualité, à la gestion des flux productifs. Le "Kan-ban" a vaincu le "Material Requirement Planing" parce que "l'implication négociée" a vaincu la "flexibilité" libérale¹. Et derrière encore cette victoire, il y a la victoire d'une certaine conception du syndicalisme - et aussi de l'intelligence d'un certain patronat. Mais la supériorité de l'Allemagne est que le compromis Capital-Travail "kalmarien" a été beaucoup plus large qu'au Japon.

La victoire allemande s'articule sur un immense réseau de conventions collectives de branches, articulées en régions, puis décentralisées au niveau des conseils de cogestion. Comme aux USA, le syndicalisme allemand des années 70 a d'abord cherché à résister, à protéger le travailleur en place. Mais dans les années 80, avec 10% de chômeurs, il est parti à la contre-offensive: l'implication, en échange de la réduction de la durée du travail. Une orientation qui vient de très loin: "Hauts salaires, temps de travail courts, méthodes rationnelles de production et organisation rationnelle de l'économie sont les garants de la montée économique et de la compétitivité de l'Allemagne" proclamait déjà le congrès du DGB (la Confédération Syndicale Allemande) en... 1925 !

Ce syndicalisme de branche, qui vient d'arracher la promesse de la semaine de 35 heures pour 1993, a pourtant ses limites: il exclut les branches "pauvres" (services, etc...), il autorise un dualisme certain au détriment des femmes, des Turcs, hier des "untermunchen", demain des "frères de l'Est". Seul aujourd'hui le mouvement syndical suédois a fait mieux, étendant sa protection à toute la société (au risque de "surchauffe")².

L'Allemagne de l'Ouest n'est pas un modèle alternatif au sens de ce livre, et le Japon encore moins, même si l'Allemagne est socialement plus "avancée". Ces pays ont montré la *possibilité* productive de modèles de développement fondés sur l'implication négociée. Tout va dépendre du niveau de *solidarité* vers laquelle la pression sociale conduira leur évolution.

Car, sans la solidarité, on le sait, l'implication négociée débouche sur une *aristocratie salariée* soutenant un nouvel impérialisme.

D'où la nouvelle peur de l'Allemagne (comme, en Asie, la peur du Japon). Les Allemands n'ont pas de chromosome nazi dans le sang. Ils sont simplement riches et puissants. Comme les Etats-Unis. Il faut avoir peur de l'Allemagne comme le Canada et le Mexique ont peur des Etats-Unis: ni plus ni moins. Ah si ! Il y a une différence: les USA ne revendiquent ni la Basse-Californie, ni la Colombie Britannique. M. Kohl, pour gagner les voix de l'électorat d'extrême droite, a refusé pendant des mois de reconnaître la frontière Germano-polonaise (la "ligne Oder-Neisse"). Il est ainsi devenu l'homme le plus impopulaire d'Europe. L'Allemagne de Brandt était un phare pour les pays de l'Est. L'Allemagne de Kohl est un cauchemard. Non parce que Kohl se comporte comme Hitler. Parce qu'il se comporte comme Reagan, méprisant ses partenaires ouest-européens, humiliant ses clients est-européens, sacrifiant l'image extérieure de son pays à la manipulation démagogique de l'aile la plus réactionnaire de son électorat.

Prenons par exemple la manière dont il a imposé la réunification allemande. En Décembre 1989, celles et ceux qui avaient fait la révolution démocratique est-allemande avaient encore l'espoir de rebâtir les länders de l'Est sur un modèle alternatif au matérialisme de l'Ouest. Les temporisations du premier ministre communiste Mōdrow ont découragé les Allemands de l'Est: ils se sont résignés à l'unité à tout prix. C'est leur droit. Mais Kohl a jeté de l'huile sur le feu: "Restez chez vous, et je vous achète. D'ici là, pas d'expérimentation intempestive". A ce compte, autant émigrer tout de suite! Et l'unification n'allait rien arranger. Le couplage brutal de deux systèmes de prix, de deux niveaux de productivité aussi disparates, allait encore faire monter la tension, ruinant à l'Est des milliers d'établissements industriels, réduisant au chômage la moitié des Allemands de l'Est (dès Août 1991) et poussant les chômeurs à l'exode vers l'Ouest.

Quand les USA de Truman ont aidé l'Europe et le Japon à se reconstruire, ils ont ménagé des "sas": un droit au protectionnisme, à la non-convertibilité de la monnaie, et ils ont envoyé les prêts et dons du Plan Marshall. Kohl fit exactement le contraire: il n'aida pas à reconstruire, il racheta les ruines.

Cette folie ne pourra durer. Il faudra bien reconstruire l'Allemagne de l'Est sur place, donc financer et le niveau de vie, et l'investissement sur place. Cela demandera de l'argent de l'Ouest. La RFA peut fournir les fonds ou en augmentant les impôts à l'Ouest (par exemple sur le Capital, bien peu imposé) - mais les électeurs de Kohl ne le veulent pas -, ou en émettant de la monnaie à bas taux d'intérêt, avec une montée inévitable de l'inflation - mais la BundesBank Ouest-allemande ne le veut pas. En somme, Kohl a racheté l'Allemagne de l'Est sans assurer son financement, comme un raider de Wall-Street: avec des "junk-bonds". Comme il faudra bien payer un jour, les taux d'intérêt devront reprendre leur hausse qui s'imposeront à toute l'Europe, à l'investisseur italien comme au jeune ménage français.

Et c'est là le problème allemand. On a, avec l'Acte Unique, unifié l'économie européenne. On n'a pas prévu d'unification démocratique européenne. La politique économique, la vie quotidienne des Européens se décide donc dans l'Etat dominant: à Bonn. N'incriminons donc pas la volonté d'unification d'un peuple. Incriminons d'abord ceux qui ont voulu construire l'Europe par le seul côté de la puissance: l'Argent.

LA CRISE PRECOCE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

Au delà, c'est en effet la structuration même de l'Europe de l'Ouest qui est mise au défi par l'ouverture possible vers une "Grande Europe" incluant la "Mittel-Europa" - c'est-à-dire l'Europe de l'Est, Russie exclue. L'hypothèse de l'éclatement de l'Empire soviétique eurasiatique n'est pas à écarter pour les années 90, mais il est très peu probable que ses peuples, mis à part les Baltes, puissent avant longtemps prétendre se rattacher à l'Europe. Or, la crise prévisible de la Communauté Européenne s'est précisée tout au long des années 1989 et 1990, indépendamment des événements de l'Est.

On l'a dit dans ce livre: le projet de Grand Marché de 1993 souffrait d'une contradiction majeure. Un marché unique des capitaux et des marchandises sans politique fiscale, sociale et écologique communes, ne pouvait déclencher qu'une compétition vers le bas entre les Etats membres devant équilibrer, chacun pour son compte, sa balance commerciale. Face à la menace du "dumping social", Jacques Delors comptait sur un sursaut

ultérieur des syndicats et des pays à législation social-démocrate pour imposer des "socles" législatifs ou contractuels communs au niveau européen.

Or cela ne s'est pas produit, malgré les protestations (timides) du Parlement Européen. On a déjà vu, dans ce livre, comment l'harmonisation de la Taxe à la Valeur Ajoutée avait échoué. Du coup, la France a obtenu que demeurent des frontières douanières en Europe après 1992. Mais l'absence d'harmonisation sur la fiscalité du capital s'est révélée beaucoup plus grave. Prévoyant la libre circulation des capitaux pour le 1er Juillet 1990, la Commission Européenne avait proposé, en Février 1989, un prélèvement à la source de 15% sur les revenus de capital. Ce n'était pas beaucoup, c'était mieux que rien. Dès le 1er Juin 1989, la RFA supprima le sien ! Résultat: selon les mots de Michel Charasse, ministre français du Budget : "La France a réagi en allégeant un peu ses prélèvements libérateurs sur l'épargne". En réalité, depuis le 1er Janvier 1990, en France, les revenus du capital placé en SICAV (Mutual Money Market Funds) sont libres d'impôt jusqu'à 25 000 Francs (\$ 4 500) par mois, plus que n'en gagne la presque totalité des salariés ! On avance donc vers une Europe où seront taxés les seuls salariés et consommateurs...

Plus grave encore fut la capitulation sur l'Europe Sociale. En Septembre 1989, la Commission Européenne propose une Charte Sociale européenne insipide. Le 22 Novembre 1989, le Parlement Européen, seule représentation démocratique des peuples européens, vote un "socle minimum en deça duquel le Conseil ne saurait aller" ³. Une synthèse de tout ce que les mouvements salariés avaient conquis en Europe, y compris le droit à un revenu minimum, "l'harmonisation progressive des prestations sociales au niveau le plus élevé", la participation des travailleurs à l'orientation technologique et à l'organisation du travail... Pourtant, en Décembre, le Conseil des gouvernements (sauf Madame Thatcher qui refuse tout) adopte la Charte de la Commission, encore édulcorée (les journaux ne la publieront même pas !). Le Parlement, qui avait précisé que, au cas où cette Charte-Zéro serait adoptée, il bloquerait l'édification du Marché Unique, ne réagit pas. Les Verts (39 députés au parlement européen) préparent une motion de censure de la Commission, qu'aurait pu voter l'Euro-gauche (sociaux-démocrates et communistes). Le projet s'enlise.

Bref, telle quelle se dessine à l'heure actuelle, la Grande Europe unifiée ne le sera que pour le capital, et pour lui permettre d'échapper à l'Etat: c'est-à-dire au fisc et à la législation sociale. Ne disons pas que cette Europe est "apolitique". Il y a une politique, celle de Bonn (moyennant quelques concessions). Et il se peut fort bien que l'Union Monétaire revienne à confier tout le pouvoir monétaire à la Bundesbank. Non, ce qui manque à cette Europe, c'est le contrôle démocratique qui seul permettrait de représenter les intérêts de la grande majorité des Européens, donc de souder sur un grand compromis la Communauté que se voulait l'Europe. Car aujourd'hui, seul un "volet social" peut souder la conscience communautaire: on le voit bien d'ailleurs dans le débat sur l'unification allemande.

Le risque est devenu très grand d'une Europe à deux vitesses sociales, les riches régions du Nord de l'Europe préservant des compromis sociaux avancés de type "kalmarien" (implication négociée, hauts salaires) grâce à leur suprématie technologique, les industries banalisées "néo-tayloriennes", avec des salariés précaires et peu payés, migrant vers la périphérie interne de la CEE (Iles Britanniques, Péninsule Ibérique) ⁴.

LES QUATRE CERCLES DE L'OUVERTURE.

L'irruption de l'Europe de l'Est vient percuter ces débats, positivement et négativement. Positivement : en absorbant l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest redevient une jeune nation, avec d'immenses besoins de reconstruction. Elle redevient une locomotive pour le reste de l'Europe de l'Ouest : même la France, même la Grande-Bretagne, même le Portugal, ramassent des miettes des nouveaux marchés de l'Allemagne de l'Est. A moyen terme, la question est beaucoup plus complexe : tout dépendra de la nouvelle structure de l'Europe. Voyons d'abord quels étaient déjà les cercles autour de la CEE.

Il y a d'abord les pays de l'Association Européenne de Libre Echange : Suisse, Autriche, Scandinavie. Autant sinon plus riches et socialement avancés que la RFA, ils avaient refusé la CEE pour sauvegarder leur neutralité et leurs compromis internes plus orientés vers le "kalmarisme" que vers le libéral-productivisme. Ils sont déjà en situation de libre accès à la CEE, mais peuvent craindre un protectionnisme du Grand Marché de 1993.

Avec l'effacement de la question militaire, ils vont être tentés de forcer les portes de la CEE, ce qui y renforcerait les partisans de l'Europe Sociale.

Ensuite, il y a le second cercle: les pays du pourtour Sud de la Méditerranée, les pays semi-développés de l'Accord d'Intérêt Préférentiel, du Maroc à la Turquie. Déjà angoissés par les privilèges de la périphérie interne de la CEE (Portugal, Espagne, Grèce) quant à l'accès aux marchés du Nord, ils cherchent à s'associer plus étroitement à elle, et seraient les grands perdants d'une intrusion de l'Europe de l'Est, ethniquement plus... "acceptable". Ces pays méditerranéens sont en proie à une crise économique et écologique parfois terrifiante (en Algérie, en Egypte), encore aggravée par l'explosion démographique. La montée irrésistible de l'intégrisme musulman y trahit la faillite des modèles occidentalistes, productivistes et étatistes. La Commission Européenne, prenant conscience qu'il s'agit d'une "bombe à retardement" vient de proposer de doubler l'aide financière européenne à l'ensemble de ces pays. Ce qui la portera à... 5 francs par an et par européen, 20 F par bénéficiaire ! Somme dérisoire qui traduit l'émergence d'une "nouvelle frontière hostile" sur le flanc Sud de l'Europe: nous allons y revenir.

Enfin, au delà des mers et du Sahel, il y a les pays "Afrique-Caraïbes-Pacifique". Le renouvellement de l'Accord de Lomé qui les lie à la Communauté fut une terrible déception en Décembre 1989. La CEE, en leur accordant chichement son soutien économique, n'a pas fait le choix d'être la locomotive du développement mondial. Ce qui est inquiétant... pour l'Europe de l'Est.

Tels qu'ils surgissent en 1989 au flanc Est de la CEE, ces pays se présentent en 1989 en un quatrième cercle qui se subdivise lui-même en trois strates. Avec un Produit Brut par habitant comparable à l'Espagne (7 800 dollars), la République Démocratique Allemande (7 200) et la Tchécoslovaquie (6 000) ne doivent qu'à la gabegie bureaucratique, au manque de consensus interne et à leur isolement d'avoir gâché leur héritage industriel et culturel d'avant 1945, mais pourraient redécoller facilement. La seconde strate se trouve au contraire au niveau de l'Algérie et de la Corée (2 500 dollars par habitant et par an). Il s'agit de la Hongrie, de la Yougoslavie (2 300 dollars) et de la Pologne : 1 900 dollars par habitant, soit dix fois moins que la RFA ! Ces pays sont en outre criblés de dettes (respectivement : 20,23

et 39 milliards de dollars) et rongés par l'inflation. Il y a enfin une troisième strate : la Bulgarie, la Roumanie, la plus grande partie de la Yougoslavie, l'Albanie, qui par bien des aspects économiques et culturels se rapprochent de notre second cercle, les "Pays Tiers Méditerranéens". C'est une sorte de "Turquie d'Europe" élargie, et d'ailleurs ils firent jadis partie de l'Empire Turc (comme la Grèce, qui est pourtant dans la CEE).

LE SCENARIO DE L'INACCEPTABLE

Face à ce tiers-monde européen qui s'ouvre à l'Est, les sociaux-démocrates modérés de la CEE (et notamment J. Delors et F. Mitterrand) ont senti le danger: le piège de l'Acte Unique se referme sur eux. Ils ont mis en place l'Europe des marchands et des capitaux, pensant que le reste suivrait dans l'unification politique de la CEE. Et maintenant se déploie le spectre d'une zone de libre échange élargie, échappant à toute régulation sociale supranationale. Alors ils essaient de presser le pas: consolider l'Europe des 12, et gérer collectivement le rapport à l'Est. Malheureusement, ils ont jeté leurs atouts en 1985 (quand ils ont signé l'Acte Unique), et l'Allemagne de Kohl est maîtresse du jeu.

La position opposée est celle des milieux financiers et des politiciens libéraux : Margaret Thatcher fut longtemps à leur tête. Il suffit d'étendre à l'Est les relations de libre échange contrôlé, du type Accord d'Intérêt Préférentiel, et de bloquer les velléités de la Commission Delors de progresser vers l'Europe sociale. Le mécanisme implacable de l'Europe à plusieurs vitesses sociales se redéploierait alors vers l'Est, laissant le Maghreb, voire l'Irlande, le Portugal et la Grèce à leur triste sort. Sous la pression de la dette, et pour une poignée de milliards de dollars en aide de première urgence, une immense zone franche de sous-traitance à très bas salaires, aux syndicats presque inexistantes, s'offrirait en Europe de l'Est pour les industries de main d'oeuvre au service des centres techno-financiers de l'Europe du Nord-Ouest.

La force de ce scénario est qu'il ouvre à l'Allemagne la voie royale d'une satellisation "à la carte" de l'Europe Centrale. Moyennant 5 ans de libéralisation des mécanismes économiques, la RFA flanquée de l'Autriche pourrait absorber la RDA, son marché et sa main d'oeuvre qualifiée, réglant pour une génération son problème démographique. La

Tchécoslovaquie et la Slovaquie (république du nord de la Yougoslavie) pourraient rejoindre le rôle d'une Espagne hors CEE : industrie lourde, grosse mécanique. La Hongrie, la Pologne (aux gouvernements déjà ultra-libéraux) et le reste de la Yougoslavie, deviendraient des Tunisie ou des Maroc voués au textile, aux industries de montage néo-tayloriennes, à la culture des pommes de terre... moyennant des quotas d'importation : la sous-traitance oui, l'invasion non. Ce "1^{er} Reich" économique assez proche de la sphère japonaise serait sans doute secouru sur ses marches orientales⁵ par de "petites guerres" nationalistes... comme en connaît le Royaume-Uni (en Irlande) ou l'Espagne (au Pays-Basque). Un scénario socialement peu reluisant, mais, dans un premier temps, économiquement dynamique.

Ce scénario, le plus probable, est inacceptable. Non seulement il accélérerait la déchirure, interne à l'Europe de l'Ouest, entre les régions "kalmariennes" et les régions "néo-tayloriennes". Mais encore il mettrait ces dernières (les pays du Sud la CEE) en concurrence directe avec le "2^e cercle", celui des pays du Sud de la Méditerranée et avec le "quatrième" (l'Est). Plus question dès lors de subventionner le niveau de vie de leurs habitants, et même l'appartenance de ces régions à l'Europe serait remise en question. Se dessine à l'intérieur même de l'Europe une nouvelle frontière : celle de la pauvreté, de la mafia, de la tiers-mondisation. Elle ne passe plus au centre de la Méditerranée et le long du rideau de fer. Elle abandonnerait volontiers la péninsule Ibérique (sauf la Catalogne), peut-être la Corse, en tout cas la Sicile et toute l'Italie au Sud de Rome. De la Yougoslavie, elle prendrait la Slovaquie, pas le Kosovo; de la Roumanie : la Transylvanie, pas la Moldavie. De l'URSS : peut-être les Baltes, sûrement pas les républiques musulmanes. Bref, l'Europe légitime" retrouverait une très vieille frontière: celle des empires arabes et turcs.

Ce nouvel apartheid s'appuierait évidemment sur le racisme. Un racisme bien évidemment tourné contre l'ensemble du monde musulman voué à l'intégrisme: et il sera très facile de l'accuser de violer les droits de l'homme et en particulier les droits des femmes pour le rejeter comme "barbare"⁶. Mais un racisme aussi interne à l'Europe : des régions riches contre les régions pauvres, des Allemands de l'Ouest contre leurs "frères de l'Est" et tous les slaves, mais aussi des Italiens du Nord contre les Italiens du Sud, etc...

L'Europe du Nord Ouest deviendrait plus que jamais un club de nantis, barricadés contre la menace démographique et religieuse du Sud. A l'impérialisme économique, au mépris culturel, pourrait même s'ajouter un "éco-impérialisme" : le Nord-Ouest de l'Europe refuserait les industries polluantes mais, au lieu de remettre en cause sa propre surconsommation, il rejeterait ces industries vers sa frontière Sud.

LA NOUVELLE FRONTIERE, TOUJOURS.

Un troisième scénario reste possible : bloquer le volet libéral de l'Acte Unique jusqu'à ce qu'il soit flanqué d'un volet écologique et social, et faire d'une Europe de l'Est, associée à la CEE par des mécanismes complexes mais expérimentés jadis vis-à-vis de l'Europe du Sud, le laboratoire d'une transition vers une Europe confédérée, écologique et sociale, mais articulée en nations ou régions conservant une marge d'autonomie socio-culturelle. Cela supposerait une aide massive, et un effacement de la dette au travers d'une réforme du système financier international qui pourrait être étendue au Tiers-Monde, tel qu'elle est présentée dans ce livre. Cette Grande Europe confédérale limiterait les risques d'une hégémonie allemande et des "petites guerres".

Scénario de rêve ? Mais il y a quelques chances. La pression, dans la CEE, des syndicats, des mouvements sociaux et de la majorité du Parlement Européen en faveur d'une Europe écologique et sociale, solidaire des autres peuples. La résistance des Allemands de l'Est au démantèlement de leur Etat-Providence. La constitution d'une société civile en Pologne et en Hongrie, déjà réticente face au libéralisme économique de leur gouvernement et aux "recettes" du FMI. L'utilité de marches orientales solides et prospères face à l'instabilité qui pourrait surgir de l'Union Soviétique. Il arrive parfois dans l'Histoire que la raison l'emporte. Ca s'appelle le progrès.

Une autre Europe est possible. Ecologique, sociale, démocratique dans ses décisions d'ensemble, mais régionalement diversifiée dans ses modes de vie. Domestiquant les forces aveugles du marché par un socle commun de droits sociaux et de devoirs écologiques. Mobilisant ses ressources financières et techniques pour égaliser entre ses régions le niveau de vie de ses citoyens. Tel peut être le ciment idéologique, l'imaginaire mobilisateur de

l'unification européenne dans la conquête d'une nouvelle frontière: nouvelle frontière à l'Est, et surtout nouvelle frontière intérieure. Nouvelle frontière de solidarité aussi vers le Tiers-Monde.

Tel était (et tel est toujours) le projet commun des Verts européens et d'une partie de "l'euro-gauche", qui se retrouvera ensemble, mobilisé contre la Seconde Guerre du Golfe.

LE MONDE APRES LA GUERRE DU GOLFE.

28 Février 1991. La seconde guerre du Golfe est finie, et les masques sont tombés.

Les femmes et les hommes de bonne foi qui ont pu croire, jusqu'en Janvier, à une guerre pour le Droit, qui, même après le 15 Janvier, ont espéré en une guerre pour la libération du Koweït et pour la démocratie, ceux-là, les yeux dessillés par la "semaine des dupes" du 15 au 23 février où l'Irak offrit en vain sa reddition, ont dû se rendre à l'évidence. Il ne s'agissait de rien de moins que de la destruction d'un Etat, de la lapidation d'un peuple. Certes, le prétexte était excellent: la folle agression de Saddam Hussein, sa stupide obstination, ses promesses de nouveaux crimes, même pas suivis d'effets... Mais dès que le criminel fit mine de capituler, on vit l'acharnement des justiciers, grignotant chaque minute de bombardement : "Pas si vite ! Il reste encore un pont debout, encore une usine en état de marche, encore une canalisation à crever !".

Plus honteuse encore (si l'on ose dire) fut la paix (ou déjà la troisième guerre du Golfe?). Sitôt revenue, la dynastie des Al-Sabah entendit rétablir sa dictature patrimoniale au mépris des forces démocratiques de la résistance Koweïti. Quand à l'Armada du Droit, dont le chef suprême Georges Bush venait à peine d'appeler le peuple irakien à l'insurrection contre Saddam, elle adopta, dès l'insurrection déclenchée du Nord au Sud de l'Irak, et à l'écoeurement de ses propres officiers, l'attitude de Bismark face à la Commune de Paris ²: rendre au régime vaincu les moyens de réprimer dans le sang l'insurrection populaire. En violation d'un accord de cessez-le-feu à peine signé, les hélicoptères de Saddam eurent droit de redécoller pour asphyxier (comme trois ans auparavant !) kurdes et chiites... Devant le tollé de l'opinion publique occidentale, horrifiée par le cynisme d'une telle "Realpolitik", au spectacle des millions de réfugiés kurdes pourchassés par l'armée du "nouvel Hitler" rétabli par Bush dans ses droits de boucher du peuple irakien, la Coalition se résigna à une bien tardive opération humanitaire... une fois les Kurdes "palestinisés". Les Grands n'aiment les peuples qu'une fois qu'ils sont à terre, surtout si leur misère est photogénique ³.

Un monde nouveau se lève sur les décombres de l'Irak, à l'opposé de celui que promettait la chute du mur de Berlin. Un monde à nouveau coupé en deux, mais cette fois entre le Nord (et ses honorables correspondants dans les palais du Sud) et le Sud (et ses ambassadeurs dans les banlieues du Nord).

LE CAS SADDAM

Tout avait pourtant bien commencé. La condamnation de l'Irak, après tant de crimes impunis, était pour la première fois assortie de sanctions immédiates. Enfin, les Nations-Unies devenaient l'architecte et l'exécutant d'un monde de droit... On ne s'inquiéta pas trop de cette confusion du judiciaire et de l'exécutif (on eut tort: en évitant d'embler la Cour de La Haye, on a peut-être déjà choisi d'évacuer toute solution fondée sur le Droit). Très vite aussi les protestations fusèrent: ces "justiciers" avaient couvert tous les crimes du Baas irakien (l'agression de l'Iran en 1980, le gazage des Kurdes en 1988...) et laissé passer tant de crimes équivalents... On les fit taire: "Il faut bien commencer un jour. Commençons par Saddam: on verra ensuite pour les autres".

Mais était-ce bien crédible? Allait-on voir, dès le Koweït libéré, un nouvel embargo imposer à Israël le respect des résolutions de l'ONU? Imposer à la Turquie l'évacuation de Chypre? A la Syrie, celle du Liban? On peut aujourd'hui parler sur l'avenir. Certes, jamais comme après cette guerre on n'entendit dans les chancelleries d'aussi fermes déclarations: "Cette fois, il faut faire quelque chose pour les Palestiniens... pour le Liban... régler le problème Chypriote...". Il semblerait qu'une dette ait été contractée à l'égard de l'idée de Droit. Cette dette sera-t-elle honorée? Je le souhaite ardemment. Mais ce n'est pas seulement le passé (l'Avant-2 Août 1990) ou le présent (le traitement de la question kurde) qui m'inquiètent. A mon sens, la composition même du front anti-Saddam, après le 2 Août (et non avant) augure aussi négativement de l'avenir que le passé plus lointain. Car c'est après le 2 Août et la Résolution 660 que Hosseni Moubarak organisa le grand bond en arrière de la démocratie égyptienne, après le 2 Août que la Syrie se vit reconnaître la tutelle sur le Liban, c'est après le massacre de l'esplanade d'Al-Aqsa (le 8 Octobre) qu'Israël foula aux pieds une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité, c'est le 6 Novembre que l'Arabie Saoudite, qui accueillait sur son sol une armée de l'ONU, renia cyniquement la Déclaration

Universelle des Droits de l'Homme en réprimant une manifestation de femmes prétendant exercer leur droit, c'est le 14 janvier que l'URSS intervint en Lituanie, le 15 Janvier, avant toute chute de Soud, qu'Israël imposa un couvre-feu permanent et prévenit sur les Territoires Occupés...

Comment les défenseurs de la Croisade du Droit ont-ils pu oublier un seul instant la propriété fondamentale du Droit: l'Universalité? Qu'un droit qui d'emblee ne s'exerce qu'en faveur des riches Koweïtiens et qu'on oublie dès qu'il s'agit des Palestiniens parqués dans leur ghetto, non seulement ne mérite pas le nom de Droit, mais ridiculise l'idée de Droit?

La première vérité sur la guerre du Golfe était évidente, dès les premiers jours, pour qui savait lire: ni plus ni moins que la destruction, le démantèlement de la puissance irakienne. S'il s'agissait d'obtenir l'évacuation du Koweït, l'embargo aurait suffi: croit-on que les Sud-Africains avaient moins à perdre en renonçant à l'apartheid que Saddam en renonçant à un Koweït privé de toute utilité par ce même embargo? Pourtant l'embargo-passoire sur l'Afrique du Sud parvint en quatre ans à des résultats décisifs. Le problème avec l'embargo sur l'Irak, c'est qu'il risquait de marcher beaucoup plus vite. "Schedario catastrophe", avoua-t-on bien fort en février (mais dès le mois d'Août, *mezza voce*): Saddam se retirant du Koweït avec son complexe militaro-industriel intact!

Il faut reconnaître là un véritable problème que les adversaires de la guerre (et donc partisans de l'embargo: appelons-les ici les "pacifistes") ont trop laissé dans l'ombre. La puissance militaire de l'Irak, à laquelle avaient contribué tous les Etats de la coalition, URSS comprise, du temps de la première guerre du Golfe, combinée avec la nature impérialiste du Baas irakien, constituait un véritable danger permanent pour la région. Les buts de l'embargo auraient dû être étendus (par une résolution spécifique) au désarmement non-conventionnel de l'Irak, à un redimensionnement de son armement conventionnel. Rappelons tout de même c'est dans les rangs des "pacifistes" qu'on retrouve ceux qui (dans le silence fracassant des médias) avaient dénoncé pendant 10 ans les ventes d'armes à l'Irak agresseur de l'Iran.

Comment alors comprendre ce retournement de l'Occident contre son ancien allié irakien ? Comme toujours : d'abord pour faire disparaître les traces de complicité. Il y a un aspect "exécution du monstre de Frankenstein" dans l'affaire, dont le cas Noriega aura été la répétition générale. Nasser a toujours soutenu que Saddam Hussein était, lui aussi, un agent de la CIA. En tout cas, il servit fidèlement les intérêts apparents de l'Occident jusqu'à ce qu'un jour celui-ci s'alarme de l'autonomie croissante du petit monstre. Il fallait le détruire, et pour cela saisir sa première erreur, voire lui tendre un piège ¹⁶.

Mais (comme Noriega), l'ancien allié réussit immédiatement à polariser autour de lui la haine latente des masses contre "le Sionisme et les Américains". Dans tous les pays arabes qui avaient, depuis quelques années, connu un début d'évolution démocratique (Algérie, Tunisie, Jordanie, Yémen), la mobilisation populaire détermina la position de leur gouvernement. Seules les dictatures (sauf deux : Mauritanie et Soudan) soutinrent la coalition. La mobilisation anti-coalition fut même une grande occasion d'émancipation de l'opinion publique marocaine contre le pouvoir d'Hassan II. C'était à prévoir, malgré l'aveuglement volontaire des intellectuels du camp belliste. Pourtant cette haine *pouvait* être désamorcée : il eût suffi que le Conseil de Sécurité prit l'engagement solennel de régler parallèlement le problème palestinien, de faire appliquer la résolution 242. Mais c'eût été "verser une rançon à l'agresseur" ! Drôle de raisonnement : la 242 n'avait guère qu'un petit quart de siècle d'ancienneté sur la 660... On préfère donc la tactique habituelle : face à une "créature de Frankenstein" (hier l'Irak, aujourd'hui l'Irak), rassembler une coalition d'aussi présentables créatures (de Fahd à Assad)... préparant ainsi une Troisième Guerre du Golfe.

Pourquoi ce choix apparemment absurde ? Parce que le nationalisme arabe et islamiste renaissant autour de Saddam dépassait très largement le danger représenté par le seul régime baassiste. Derrière le régime, c'était l'Etat-nation irakien qui devenait dangereux : seul pays du Machrek à peu près viable, réunissant à la fois pétrole, eau et population, candidat à la puissance nucléaire dans un monde arabe lui-même en proie à la fièvre islamiste, dernier défi à l'arrogance occidentale après la débâcle du communisme ¹⁷.

Détruire l'Irak, tel était donc le premier objectif de cette guerre. L'Irak, *en tant que pays*, et pas tant le régime baassiste, ni même le pouvoir de Saddam Hussein, et surtout pas

l'Irak en tant qu'Etat-tampon tel que l'avaient créé les Anglais. Certes, G. Bush aurait préféré que surgisse du sein de la dictature un successeur plus présentable et plus soumis. Mais entre le maintien de Saddam et une révolution menée par l'opposition irakienne (où se retrouvaient kurdes, islamistes, communistes, etc...), le choix fut vite fait : ce n'était pas vraiment à Saddam qu'on en avait.

Dès l'attaque du 17 Janvier, le peuple de Bagdad avait été privé d'eau et d'électricité. Au total, l'Irak aura reçu l'équivalent d'une demi-douzaine de bombes d'Hiroshima. Même après l'évacuation du Koweït, la reconstruction lui est restée interdite. Le peuple irakien, ramené des dizaines d'années en arrière, paiera entre les ruines dans les flaques polluées, menacé par la famine et les épidémies.

Le coût de cette victoire (la lapidation d'un peuple) est évident : la haine de toute une région, le discredit des valeurs occidentales, le triomphe probable de l'islamisme dans plusieurs pays. Ce coût, selon toute probabilité, a été intégré par les décideurs. Il dépassait pourtant l'avantage de la destruction de l'Irak. On a donc considéré en haut lieu que, *de toute façon*, les tensions entre Nord et Sud ne pouvaient que s'accroître, et que des intérêts supérieurs étaient en jeu, qui dictaient, dès aujourd'hui, une politique de force. Lesquels ? C'est ce qu'il faut maintenant examiner.

Mais avant de discuter les deux "mobiles réels" couramment invoqués pour expliquer ce gâchis, nous devons faire une mise en garde méthodologique. Une guerre ne s'explique pas entièrement par ses résultats, même s'ils figurent au titre de ses objectifs, avoués ou non, dans la tête des décideurs. La dynamique de la "marche à la guerre" fait intervenir de multiples déterminants, notamment psychologiques voire psychanalytiques. C'est parfaitement évident dans le cas du perdant, mais aussi dans le cas des vainqueurs. Ainsi, les discours "machistes" de Bush contre Saddam trahissent une volonté d'effacer l'humiliation du Viet Nam, mal guérie par les ridicules opérations de La Grenade et de Panama. Cette volonté de "montrer qu'on en a" fut probablement déterminante dans le soutien final (et pas évident, à l'origine) de l'opinion publique. Toutefois, les "intérêts profonds" que nous allons maintenant aborder furent déterminants dans l'acquiescement des "personnes raisonnables". Nous disons "intérêts" et non pas "causes" : il s'agira de *résultats escomptés* de la guerre, de plus en

plus clairement perçus au fur et à mesure de la marche à la guerre, et non pas de "causes prochaines", au sens où le furent l'invasion du Koweït et la volonté de revanche américaine.

UNE GUERRE POUR LE PETROLE ?

Telle est l'analyse massivement reprise par les pacifistes, mais aussi largement acceptée par l'opinion publique, et parfois cyniquement avouée par les dirigeants occidentaux (de Georges Bush à Michel Rocard), ou même par des intellectuels du camp belliciste. Cette analyse est évidemment largement justifiée, mais elle doit être fortement nuancée et approfondie.

Ecartons d'emblée une version grossière de l'argument : il s'agirait à *court terme* (c'est-à-dire dès le 2 Août 1990) d'interdire à l'Irak de prendre le contrôle du marché pétrolier. Dès l'automne, Zbigniew Brzezinski (ancien conseiller de J. Carter) soulignait que, dans ce cas, les renforts dépêchés immédiatement en Arabie Saoudite suffisaient amplement, qu'il n'était même pas nécessaire de libérer le Koweït ¹². Voyons en effet les chiffres. L'Irak représente 4,5 % de la production mondiale de brut, l'Arabie Saoudite 12% ¹³. La conquête du Koweït rapportait à l'Irak 3% supplémentaires. Mourir pour 3 % ? Dérisoire.

Certes, l'affaire apparaît plus sérieuse quand on rapporte les 3 % koweïtiens au volume *exportable*, disponible sur le marché mondial, et plus particulièrement à la force de frappe de la principale instance de régulation de ce marché : l'OPEP (36,9 % de la production mondiale). Il faut en effet se souvenir que le premier producteur mondial, l'URSS (19,5 %) est de moins en moins capable d'exporter, et que le second producteur, les Etats-Unis (13,7%), importe déjà près de 50 % de ses besoins.

Au sein de l'OPEP s'opposent traditionnellement deux lignes depuis 1973. D'une part, les pays à population clairsemée et repue, qui cherchent à maximiser sur longue période leurs revenus rentiers. La stratégie de ces pays doit éviter que des prix trop élevés (disons : supérieurs à 15 \$ le baril) n'incitent les pays consommateurs à faire des économies d'énergie, ou à rechercher des ressources de substitution. Le bloc des "pétromonarchies" du Golfe, avec un gros tiers de la production de l'OPEP, est le bastion de cette ligne. En face, les pays à

forte population cherchent au contraire à maximiser la rente dans le court terme pour la réinvestir, à bon ou mauvais escient (en plate-formes industrielles ou en armements). L'Algérie, l'Iran, l'Irak (un petit tiers de l'OPEP) représentent cette seconde ligne et visent un prix de l'ordre de 25 \$ le baril. Les deux groupes se sont affrontés à la conférence de Juillet 1990, l'Irak obtenant le chiffre-cible de 21 \$, et le Koweït augmentant sa production pour faire baisser les cours. Cet affrontement fut l'un des prodromes du conflit et sans doute la cause directe de l'invasion irakienne.

L'annexion du Koweït revenait en effet à déplacer quelques 10 % de la production OPEP d'un camp à l'autre. Surtout, elle déplaçait vers l'Irak les revenus du Koweït qui, de fait, fonctionnait comme une enclave de la finance occidentale en terre arabe, puisque la famille Al-Sabah accumulait ses revenus essentiellement en Occident. Il s'agissait donc à la fois d'une "réarabisation" d'une partie non-négligeable de la rente pétrolière, et surtout d'un point marqué par les partisans du prix fort. /8

Certes. Mais tout cela fut immédiatement contré par l'embargo et la hausse de la production saoudienne. Dès le début de la guerre (le 17 Janvier) le pétrole se stabilisa au prix "Vienne-Juillet 90", et cela *sans* la production de l'Irak et du Koweït, et malgré un hiver plutôt froid. Et la défaite militaire de l'Irak provoqua un véritable effondrement des cours. Non, le monde occidental n'avait pas besoin du petit bradeur koweïtien pour s'adonner à son overdose pétrolière. Pas à court terme, du moins.

C'est très tardivement que le Président Bush allait donner la véritable clé, confirmant l'analyse des écologistes hostiles à la guerre. Le 19 Février 1991, il dévoilait le plan énergétique des Etats-Unis pour les vingt prochaines années. Contre toute attente, il prônait une accélération générale de la consommation pétrolière, refusait toute taxe sur les carburants, éclairant rétrospectivement son hostilité envers la stabilisation des émissions de CO₂ devant la Conférence Mondiale sur l'Atmosphère de l'automne 1990 à Genève. Dès lors, ce n'était plus aux flux, mais aux stocks qu'il fallait se référer. Et à l'horizon 2030, il apparaît que l'Arabie Saoudite représente 40 % des réserves prouvées... et le bloc Irak-Koweït 30 % ! Cela, bien entendu, dans l'hypothèse de la poursuite du modèle de

développement "énergivore" où s'illustrent les Etats-Unis (qui consomment deux fois plus d'énergie par dollar de PNB que l'Allemagne ou le Japon).

La guerre du Golfe était donc bel et bien une guerre *pour* le pétrole... mais *contre* les économies d'énergie, *pour* la dérive de l'effet de serre et *contre* le choix d'un modèle de développement soutenable. A ce rythme en effet (celui qui conférerait aux pays du golfe un poids décisif sur le marché du brut vers le premier quart du prochain siècle), la température moyenne de la planète se sera élevée de 2 à 4 degrés, soit l'ampleur de la fluctuation du cycle des glaciations. Mais alors que l'humanité ne comptait que quelques millions d'habitants lors des derniers renversements climatiques (qui s'étendaient sur des dizaines de millénaires), ce sont 10 milliards d'êtres humains qui auront, au cours des quarante ans à venir, à se déplacer pour s'adapter aux changements climatiques, dans un contexte de "monde fini" aux tensions raciales exacerbées !

Ce choix a fait dire à un diplomate français "*La politique énergétique des Etats-Unis, c'est la Guerre du Golfe*". Ce qui peut s'entendre dans les deux sens : la guerre du Golfe est le premier pas d'une stratégie politique des Etats-Unis pour se préparer à affronter le monde hypertendu qu'implique leur politique énergétique (mais pas seulement la leur). Ce qui nous introduit au second thème des interprétations anti-bellistes de la Seconde Guerre du Golfe : une guerre pour l'hégémonie U.S.

LA GRANDE TRANSFORMATION DES ANNEES 80.

Souvenons-nous du Sommet des 7 Grands à Paris, le 15 Juillet 1989. Les années 80 s'achevaient sur l'échec lamentable du "camp socialiste". Une aurore se levait sur le monde. L'Occident, magnanime, tendait la main au Tiers-Monde, promettait de lever le fardeau de la dette, et déjà Georges Bush élargissait ce geste généreux vers ce nouveau Tiers-Monde auquel se réduisait le "Second Monde", une fois débarrassé de son vernis socialiste. Quelques mois encore, et l'écroulement du Mur de Berlin parachèverait la victoire du "camp américain". Par continuité, les résolutions du Conseil de Sécurité, à partir du 2 Août 1990, nous montraient une super-puissance unique orchestrant, au nom d'un Nouvel Ordre International, l'unanimité des puissances assagies sous son calme leadership. Quelques mois plus tard, les

USA et quelques Etats alliés (Européens ou Arabes) semblent mener une guerre d'anéantissement privée, avec la discrète réprobation de l'URSS, du Japon et de la plupart des autres pays d'Europe (y compris au sein de la coalition), et sous les huées de la rue arabe, avant-garde d'une nouvelle vague d'anti-américanisme dans le Tiers-Monde.

En réalité, derrière la fin de la Guerre Froide par K.O. du "camp soviétique", une toute autre lecture des années 80 était possible. Une formidable bataille s'était livrée en sous-main, au sein même des pays capitalistes avancés, entre deux options quant à la sortie de la Grande Crise des années 1970. Cette bataille, nous l'avions racontée dans ce livre : entre le "libéral-productivisme" et les modèles de sortie de crise fondés sur "l'implication négociée des travailleurs". Et, nous l'avions dit : la grande nouvelle de la fin des années 80, c'est la victoire écrasante du second groupe de pays sur le premier. Victoire selon les normes du capitalisme, bien sûr : PNB par habitant, taux de profit, appréciation de la monnaie, et surtout excédent commercial.

Depuis 1985, et bien qu'ils aient presque dévalué de moitié leur monnaie par rapport au Yen et au Mark, les Etats-Unis ont encaissé un déficit commercial presque régulier de 10 milliards de dollars par mois. Leur dette extérieure est aujourd'hui supérieure à la moitié de la dette totale du Tiers-Monde. Et, comme pour le Brésil des années 70, cette dette à présent s'auto-entretient. Le désastre intérieur est encore plus spectaculaire : écroulement du système bancaire, du système d'éducation et de santé, épouvantable polarisation de la société entre "gagnants" et laissés pour compte, explosion de la criminalité urbaine... et pénétration massive du capital japonais (et européen) dans les secteurs clés de l'économie américaine. Cette "brésilianisation" annoncée des Etats-Unis¹⁴ s'est déjà reproduite en Grande-Bretagne. Le passage de la France dans le camp des pays à déficit en produits industriels, à polarisation des revenus et à "émeutes urbaines", qui s'est affirmé tout au long des deux dernières années, traduit, avec les retards et les nuances qui s'imposent, l'implacable logique d'un choix de "restructuration" erroné.

La débâcle américaine a cependant une énorme contrepartie : une puissance militaire colossale. On a même dit que c'est le poids de la Défense Nationale, dans les pays du premier groupe (Etats-Unis, Royaume-Uni, France), qui, asséchant les fonds disponibles pour

la recherche civile, aurait entraîné la défaite de ces pays devant l'Allemagne et le Japon "dispensés" du coût de leur propre défense. La preuve est faite en tout cas que les dépenses militaires n'ont aucunement l'effet d'entraînement promis sur l'économie civile ¹³. Il ne faut pourtant pas s'abuser : le déclin américain (et britannique et français) n'est pas tant le résultat des gaspillages militaires que d'une erreur plus fondamentale dans la gestion sociétale du rapport capital-travail. Et s'il faut chercher une liaison entre ces deux chaînes de causalité indépendantes (surarmement et choix erronés dans la réforme du rapport capital-travail), je la chercherais plutôt du côté de l'influence du modèle hiérarchique militaire sur les relations de travail civiles (et non directement du côté de la mauvaise allocation des recherches technologiques). J'irais même jusqu'à avancer (avec plus de prudence) que c'est vrai *aussi* dans le cas soviétique.

Reste cette énorme machine de guerre, la seule au monde à pouvoir se projeter contre toute menace géopolitique d'où qu'elle vienne. Et c'est l'atout majeur des Etats-Unis pour conserver leurs positions à l'aube du XXI^e siècle. "Pour régner en maître, contrôler le Japon, disloquer l'Europe, et contenir toute velléité autonome dans le Tiers-Monde", ajoutent bien souvent les anti-bellicistes, mais aussi les plus triomphalistes du camp belliciste. Là encore, cette affirmation mérite nuances et approfondissements.

Balayons d'emblée un fantasme paranoïaque : grâce au contrôle du Golfe, les USA seraient en mesure d'étrangler l'Allemagne et le Japon. Soyons sérieux. Il n'y aura jamais qu'un seul prix du pétrole sur le marché mondial, le même pour les importations américaines ou japonaises. L'expérience a montré que c'est à l'époque du "pétrole cher" (années 73-85) que le Japon et l'Allemagne ont "distancé" les Etats-Unis (et c'est normal : quand les clients sont riches, les exportateurs les plus compétitifs sont rois). Et si (comme leur stratégie énergétique le suggère) les Etats-Unis, maîtres du Golfe (s'ils y arrivent !), imposent un pétrole bon marché, on ne voit pas en quoi cela gênera le Japon et l'Allemagne, qui sont maintenant capable de développer, hors OPEP, leurs propres "zones de coprosperité".

Balayons aussi un cliché journalistique : l'Allemagne et le Japon, "géants économiques, nains politiques". L'Allemagne et le Japon ne sont pas des nains politiques. Au contraire, ils ont manœuvré remarquablement bien face à la guerre du Golfe. Seulement,

leur forme d'"*imperium*" n'est pas celle des Etats-Unis, ni de la France, ni de la Grande Bretagne.

Nous avons dit plus haut quelques mots du cas allemand. Si l'Allemagne semble, jusqu'en Février, jouer un rôle effacé, c'est qu'elle avait d'autres choses à faire : absorber et reconstruire un pays de 18 millions d'habitants (que la politique démagogique de fusion sans transition du chancelier Kohl avait préalablement ruiné) tandis que les Etats-Unis s'attelaient à la tâche, nettement plus simple, d'en anéantir un autre de même taille. L'Allemagne devait par ailleurs surveiller du coin de l'oeil sa future zone d'expansion, où l'URSS, contre un vote favorable au Conseil de Sécurité, avait obtenu quartier libre de la part de Bush. Elle devait enfin ne pas se couper du flanc Sud de sa zone d'influence traditionnelle, l'ex-Empire Ottoman, dont la France était en principe chargée. Nous essaierons plus loin de comprendre pourquoi le "ministère européen des affaires africaines et moyen-orientales", la République Française, a déçu les intérêts de l'Europe. Mais tournons-nous d'abord vers le Japon où j'ai eu la chance, expérience forte instructive, de passer la moitié de l'automne de la marche à la guerre. /S.

En Septembre-Octobre 1990, les deux quotidiens de la presse japonaise en langue anglaise construisaient leur "une" en trois rubriques : le débat sur le caractère religieux du sacre de l'empereur, la guerre du Golfe et la "crise du riz". Le premier thème a servi de pôle de ralliement à tous ceux (syndicalistes, féministes, écologistes) qui refusaient l'amendement constitutionnel, proposé par le Premier Ministre Kaifu, qui aurait autorisé le Japon à intervenir militairement dans le Golfe. Après un mois de bataille acharnée, la question fut réglée en deux jours quand, de manière sans doute coordonnée, tous les pays de la future "zone de coprosperité" japonaise, Corée du Sud, Corée du Nord, Chine (les deux), Indonésie, Malaisie, déclarèrent qu'il serait "regrettable que le Japon revienne sur la scène internationale dans le rôle de puissance militaire". Aussitôt, les caciques du parti au pouvoir, le PLD, firent comprendre à M. Kaifu qu'il serait stupide de perdre l'amitié de nos chers clients pour une si mince affaire...

Restait la question de la participation *financière* à la guerre, et la "crise du riz". Sous ce titre était visée l'ultime offensive des USA pour percer le mur du protectionnisme agricole

dans la phase finale de l'Uruguay Round aux négociations commerciales du GATT. Le Japon (comme la Corée du Sud et bien plus que l'Europe) avait en effet choisi, après la guerre, de garantir son indépendance alimentaire par un soutien sans faille à l'agriculture familiale. Ce système, qui met le prix du riz au Japon à dix fois le cours mondial, garanti au plus modeste riziculteur (et presque tout ancien ouvrier peut redevenir riziculteur) un revenu non négligeable. Résultat : malgré la faiblesse notoire de son Etat-Providence, le Japon reste un pays presque aussi égalitaire que la Suède. Cet "Etat-Providence rizicole" aurait été purement et simplement démantelé si le Japon avait cédé aux exigences de l'administration Bush.

Qu'on se rappelle la situation en Octobre 1990. L'administration américaine était alors aux abois, ne pouvant littéralement plus boucler son budget annuel, au point de mettre en chômage technique ses gardiens de musées et de parcs nationaux. Or, par l'achat des Bons du Trésor fédéraux, le Japon assurait les fins de mois de cette même administration devenue insolvable. Il fallait absolument "acheter quelque chose" aux Américains, alors que le Japon était bien plus compétitif que les Etats-Unis sur toutes les productions industrielles, sauf les avions. Et voici que les Etats-Unis leur proposaient un choix : acheter leur riz, ou payer une armée chargée de défendre "leurs intérêts communs" dans le Golfe.

Situation, à bien y réfléchir, hallucinante. L'ancien vainqueur, l'ancien maître du monde, se retrouvait dans la position ridicule d'un pays exportateur de matières premières cherchant à brader sa marchandise pour payer ses importations de haute technologie, ou des barbares faisant le siège du Sénat Romain pour lui louer des légions de mercenaires sous prétexte de défendre l'Empire contre d'autres barbares plus lointains. Ou, plus exactement, de ces "Condottieri" de la Pré-Renaissance Italienne loutan, aux riches villes bourgeoises, des Grandes Compagnies de mercenaires pour compléter leurs milices.

En Décembre, le Japon choisit de refuser le riz, et de prendre à gage les mercenaires : ce fut l'échec de l'Uruguay Round au GATT. En Février 1991, il fut précisé que le budget des mercenaires (9 milliards de dollars) serait déduit du budget de la milice japonaise. Rien ne devait être soustrait aux armes véritables de la puissance japonaise : celles de la finance et de la technologie.

CONDOTTIERI OU GENDARMES ?

Voici donc la première forme du "monnayage" de la puissance militaire des Etats-Unis : la vente forcée de mercenaires. Ce n'est pas négligeable. On peut en effet analyser les dépenses militaires des Etats-Unis dans le Golfe (estimées à 500 millions de dollars par jour) comme une pure exportation : les armes et les hommes, leurs munitions et leurs boîtes de conserves, sont des productions intérieures aux Etats-Unis (il faut cependant en déduire les importations nécessaires : on dit qu'un tiers de l'électronique embarquée par les "armes intelligentes" américaines serait à base de microprocesseurs japonais). Pour autant que le coût en est payé par des étrangers, il s'agit bel et bien "d'exportations de biens et services", au même titre que les ventes de Boeing 747 au Japon, ou que les rapatriements des revenus de travailleurs portugais émigrés en Allemagne. Or les Etats-Unis auront obtenu de leurs bailleurs de fonds 51 milliards de dollars pour la location de ce service mercenaire (Japon: 9, Allemagne: 5, Arabie Saoudite: 15, Koweït: 12). Soit 102 jours de combat, mais surtout... entre 5 et 8 mois de déficit commercial ¹⁴

Entendons-nous bien. Je ne dis pas que les Etats-Unis s'apprêtent à équilibrer en permanence leur balance des paiements par la vente forcée de leurs mercenaires aux pays excédentaires. Je dis déjà que cette vente peut à l'avenir demeurer une part non-négligeable de leurs revenus annuels, et que, dans ces conditions, les Etats-Unis ont intérêt à ce que, dans un monde où croissent irréversiblement les tensions autour des flots de richesses, ces tensions soient réglées par la force plutôt que par la négociation. Je dis aussi que, comme tout condottiere soucieux de son avenir, les Etats-Unis vont chercher à louer *forfaitairement* (à l'année, et sur bail tacitement reconductible) leurs armées aux riches cités dépourvues de moyens de défense qui leur soit propre ¹⁵. Je dis même qu'ils vont chercher à faire *officialiser*, institutionnaliser ce rôle, et s'assurer des avantages permanents sur leurs bailleurs de fonds du fait de ce "monopole de la violence légitime". De condottieri, ils vont chercher à se faire "gendarmes du monde".

Gendarme ou condottiere, ce n'est pas la même chose. Le gendarme est un fonctionnaire, payé en permanence. Il est certes souhaitable, pour le budget de la gendarmerie, que l'insécurité se maintienne à un niveau qui justifie les dépenses à elle

consacrées. Il est surtout indispensable que la gendarmerie observe en permanence les formes légales qui consacrent la légitimité de ses forces armées, que ses interventions restent dans le strict domaine de la loi et du maintien de l'ordre tel que défini par quelque législateur, et sous l'autorité d'un exécutif lui transférant des ressources à partir de quelque ministère du budget.

D'où l'importance prêtée à l'ONU et au Conseil de Sécurité par les Etats-Unis au cours des six premiers mois de la crise, jusqu'à la "678" et même un peu après. L'ONU, ce machin auquel les Etats-Unis de Reagan reçoignent il y a peu à payer ses cotisations, se voyait en effet reconnaître le statut de "Corps législatif" chargé de voter le budget de la gendarmerie mondiale. Le "Bouclier du Désert" devait apparaître comme une stricte opération de police intérieure à la Planète.

Tout autre est le statut du condottiere. Lui doit susciter les désordres qu'il est censé combattre: c'est son gagne-pain. Pompier incendiaire, toujours à la limite du racket, il a partie liée avec les autres condottieri, avec les Grandes Compagnies de brigands sans employeur, qui servent de prétexte à ses propres services. Un gang qui se rend, un ennemi de l'ordre qui capitule, c'est une catastrophe pour le mercenaire. D'où la panique qui a saisi l'administration Bush, dans la folle semaine du 15 au 23 Février, quand le bandit Saddam a menacé de se rendre aux objurgations de l'Union Soviétique, ancienne grande puissance cherchant à se remettre en selle dans le rôle du "ministère des humilités et des déshérités" par l'inévitable entremise de l'Iran. J'ai dit plus haut en quoi cette reddition prenait la figure d'un "scénario catastrophe", encore n'ajoute pas tout dit. Si l'Irak, selon le propre discours de l'Etat-Major américain, était déjà au bord de l'effondrement, il n'y avait rien de catastrophique à laisser rentrer, dans un pays en ruine, son armée démantibulée. Rien... sauf pour le Condottiere chargé de lui donner l'assaut ! D'où l'abandon de toute référence sérieuse au Conseil de Sécurité, au Droit, à la libération du Koweït. Embauchée pour 102 jours, la Grande Compagnie de Georges Bush exigea de mener à terme son contrat ¹⁸.

Condottiere ou gendarme: les deux faces de la "puissance des Etats-Unis" à l'aube du XXI^e siècle resteront longtemps indiscernables. Les USA joueront en permanence et en alternance le travail à forfait et le contrat à objectif limité, ils essaieront en permanence

d'impulser un style aux rapports internationaux nécessitant le recours à la force, ils essaieront toujours, et toujours en vain, de légitimer, de pérenniser cette nécessité. "L'intifada généralisée" à l'ensemble du monde arabe, voire du monde islamique, par quoi risque de se solder la "victoire de l'Occident" dans la Deuxième guerre du Golfe, est donc, dans tous les cas de figure, pain béni pour les Etats-Unis. Tout est même déjà prêt pour une Troisième Guerre du Golfe (Turquie-Iran-Syrie-Restes de l'Irak, sans compter les Kurdes, Israël, j'en passe et de meilleures), et l'armée US est déjà sur place. Il ne lui reste plus qu'à choisir ses futurs employeurs et ses futurs ennemis.

Plus sérieuse est la question, la seule question: quel degré de domination géopolitique ce rôle irremplaçable de condottiere ou de gendarme pourra-t-il finalement assurer aux Etats-Unis ? Certainement pas "l'hégémonie" mondiale, la direction indiscutée des affaires du monde qu'ils exerçaient encore vingt ans auparavant. A l'aube du XXI^e siècle, le monde est multipolaire, durablement.

Encore faut-il s'entendre sur ce terme. Le "scénario multipolaire" fut évoqué dès les années 1970 par les spécialistes les plus sensibles au début du déclin de l'empire américain. Mais il s'agissait alors d'une multipolarité purement géographique: aux Etats-Unis, les Amériques et le Moyen-Orient, à l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique, au Japon, l'Asie de l'Est. Le vaste "centre mou" du monde (pays "socialistes" déjà économiquement vaincus, sous-continent indien) serait probablement disputé entre l'Europe allemande et le Japon. Ce schéma reste valable, mais nous venons de voir s'y superposer une autre multipolarité, fonctionnelle celle-là: au Japon et à l'Allemagne la domination technologique et commerciale (avec de beaux restes pour les Etats-Unis), aux USA la domination militaire. La question qui nous intéresse ici est la suivante: la puissance du "ministère mondiale de la gendarmerie" va-t-elle permettre au "condottiere" américain, au delà du salaire de son mercariat, de déplacer les limites de son orbite géographique, voire de peser sur les règles du jeu économique mondial lui-même ?

La métaphore du "modèle italien" qui nous a servi de guide ne nous éclaire pas vraiment. Certes, des villes-états italiennes ont pu tomber, transitionnellement, sous la coupe d'un condottiere ambiteux, de serviteur devenu le maître. Mais au début du XVI^e siècle, les

grands centres de l'économie-monde. Pise, Gênes, Florence, et surtout Venise, sont restées sous le contrôle de leurs élites capitalistes, et les Médicis, tyrans de Florence, étaient d'abord des banquiers. Surtout, l'ordre mondial a toujours été mis en forme par ces puissances économiques: "Au loin, dit F. Braudel, *seuls comptent les marchands*"¹⁹. Même la puissance strictement militaire de la Maison d'Espagne ne lui a pas épargné de tomber, avec toutes ses colonies américaines, sous la coupe de Gênes, puis d'Anvers et d'Amsterdam.²⁰

D'ores et déjà, nous l'avons vu, la marche à la guerre s'est soldée par une capitulation américaine devant le Japon et l'Europe sur le front du GATT. Des scénarios de revanche ne sont certes pas à exclure (un nouveau "round" de négociations commerciales où les Etats-Unis joueraient du chantage explicite à la force), mais on ne voit guère par quelle médiation le rapport de force militaire en faveur des Etats-Unis pourrait se convertir en avantage économique. Il est facile d'occuper la Grenade ou Panama, plus difficile d'écraser l'Irak, on ne voit pas quelle politique de la canonnière pourrait ouvrir le marché japonais du riz²¹. Régionalement, toutefois, le déplacement est net. On devine que les marchés d'Arabie seront mieux disposés aux exportations militaires américaines, mais il n'est pas sûr qu'ils soient interdits aux exportations civiles japonaises ou allemandes²². Par ailleurs, à travers la Turquie, les Etats-Unis pourraient enfoncer un coin entre l'Europe et son flanc Sud-Est²³.

Encore une fois, c'est probablement dans les troubles venus du Sud (et du méga-Irak que peut devenir l'URSS en décomposition) qu'il faudra sans doute attendre de nouvelles opportunités de "contrats" pour les Etats-Unis : sanctions contre les mauvais payeurs, exécution des puissances ascendantes, etc. A nouveau le gendarme ou le condottiere, pas vraiment l'hégémonie ! Et pas non plus le "Nouvel Ordre du Droit International".

ET LA FRANCE ?

Dans le nouveau régime international, la France n'opère plus que par le filtre de son rôle dans l'Europe. Ce n'est pas forcément une faiblesse : ce peut être un levier.

L'Europe est en effet un microcosme du système mondial, en mieux coordonné. Les principaux Etats y conservent en effet une aire d'influence mondiale spécifique, et cette

multipolarité géographique se redouble d'une multipolarité fonctionnelle. L'Allemagne y joue le rôle de ministre de l'industrie et des finances (donc, de facto, celui du Premier ministre), la France y tenait le "ministère du Tiers-Monde", plus spécifiquement en direction de la Méditerranée, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Lorsque, le 24 Septembre 1990, François Mitterrand prononça le célèbre discours à l'ONU qui eût pu changer la face des choses ("Il suffit que l'Irak annonce son retrait pour que tout devienne possible... y compris l'examen de la question palestinienne"), il emportait certainement le soutien tacite et bienveillant de l'Allemagne. Comment alors la France a-t-elle pu glisser vers l'acceptation de la résolution 678, puis se fonder totalement dans le dispositif diplomatico-militaire américain, jusqu'au rejet sévère du plan soviétique et à l'engagement terrestre vers As-Salman ?

L'argument "parce que Saddam a tout refusé" ne tient pas : l'URSS, elle, est arrivée à tirer son épingle du jeu diplomatique. Ce qui fait problème, c'est le changement de positionnement de la France, que marqua l'hostilité à la guerre de ses anciens ministres des Affaires Etrangères et de la Défense.

La première raison fondamentale me semble être à rechercher dans la crise du système-Europe. A l'évidence, le "levier" Paris-Bonn fut bloqué, et spectaculairement, dans la première semaine de Janvier, par deux autres pays de la CEE : la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, qui firent obstacle à toute politique européenne autonome par rapport aux Etats-Unis. Cette hostilité (à un axe Paris-Bonn) a des raisons intrinsèques : la peur d'une Europe Allemande de la part de ces deux pays. Mais, au delà, l'axe Amsterdam-Londres-Washington renvoie à une tendance historique beaucoup plus lourde. Il s'agit des trois dernières capitales de "l'économie-monde" (au sens d'I. Wallerstein et de F. Braudel) capitaliste. Ces trois centres ont successivement gouverné le monde, ils sont aussi le berceau des "Sept Soeurs", les grandes compagnies pétrolières qui contrôlaient le Moyen-Orient jusqu'en 1973. La "culture impériale" de ces pays est radicalement différente de la forme d'hégémonie que visent aujourd'hui l'Allemagne et le Japon. Les empires hollandais et britannique furent de véritables empires coloniaux, soutenus par une flotte capable d'interventions militaires. Les Etats-Unis se dégagèrent de la nécessité d'une occupation directe du territoire, mais conservèrent une culture d'intervention militaire directe. Plus tard venus, l'Allemagne et le Japon tentèrent eux aussi de se tailler un empire, mais (par deux fois en ce siècle pour

l'Allemagne), leurs empires furent démantelés. Après cette expérience cuisante, ces deux pays renouent aujourd'hui avec la tradition italienne de l'empire désarmé : la domination purement capitaliste sur une "sphère de coprosperité".

Or la France, et plus particulièrement sa sociale-démocratie, est plutôt imprégnée de la culture "militaire" de l'imperium. Suez et l'Algérie (deux exploits de gouvernements auxquels participa François Mitterrand) auraient pu l'en guérir. Mais faute d'un soutien suffisant de la CEE à une politique alternative, le vieux tropisme ne pouvait qu'entraîner la France vers l'alignement... sur la Grande Bretagne. D'autant plus que la France partageait les craintes anglo-hollandaises vis-à-vis de la puissance allemande. Comme l'Angleterre (et au fond comme les Etats-Unis), elle pouvait chercher à monnayer sa puissance militaire et sa place au Conseil de Sécurité pour contourner l'hégémonie économique allemande. En outre, troisième exportateur d'armes mondial, elle ne pouvait se résoudre tout à fait à une politique de désarmement négocié chez ses clients. La crise du Golfe poussa au paroxysme la contradiction, mais dans une conjoncture où les mêmes raisons qui poussèrent les Etats-Unis à s'affirmer comme conductrice, face à l'Allemagne et au Japon, poussaient aussi la France à adopter la même attitude : elle fait *aussi* partie du bloc des vaincus de la guerre économique des années 1980.

Mais n'est pas conductrice qui veut. La France ne ramassa qu'un milliard de dollars de la main du Koweït, et un pourboire de la part de l'Allemagne et de la Belgique (plus peut-être que le coût réel de sa participation à l'expédition, mais moins que la solde de la Grande Bretagne). Devenue ainsi une Grande-Bretagne comme une autre, sacrifiant ses "priorités" (l'enseignement, la recherche) à ses investissements militaires, donc s'engageant *divulsi* dans ses nouvelles fonctions, la France abandonnait du même coup, aux yeux de l'opinion arabe et des gouvernements actuels et futurs de la région, tout l'acquis du "double jeu" gaulliste. Le ministère européen du Tiers-Monde était déserté.

A jamais ? Bien sûr que non. De même que François Mitterrand se sépara de son Ministre de la Défense J.P. Chevènement qui, privilégiant l'autre pôle de la contradiction, s'était révélé inapte au ministère de la gendarmerie, de même l'Allemagne, désarçonnée un

moment par la désertion française, se mit en recherche d'un nouveau "ministre du Tiers-Monde". Les candidats ne manquaient pas.

Dès le lendemain du "massacre du bunker", le 15 février 1990, l'Espagne et l'Italie posaient leur candidature en proposant de suspendre le bombardement des civils irakiens. Mais surtout Gorbatchev s'engouffra dans la place laissée vacante. Très significatif fut le coup de téléphone direct entre le chancelier Kohl et M. Gorbatchev *pendant* la discussion décisive de ce dernier avec Tariq Aziz. Dans les heures qui suivirent, Gorbatchev tenta de se coordonner avec l'Italie, et n'appela F. Mitterrand que le Samedi 23 Février ("*à l'heure du déjeuner*") nota ce dernier, agacé), à quelques heures de l'italien. Dès lors l'italien De Michelis pouvait avancer son plan de réforme du Conseil de Sécurité : l'entrée de l'Allemagne, du Japon, et de l'Italie. Un vieil "Axe" sans doute promis à un bel avenir...

LA GUERRE DE L'ENVIRONNEMENT.

C'est donc sur un fond de tension Nord-Sud que commence le XXI^e siècle. Une contradiction qui se subordonne même les rivalités au sein du Nord développé : on s'affronte au Nord à propos du rapport au Sud... Aucun manichéisme dans l'affaire : le Sud était dans la Guerre du Golfe représenté par la dictature de Saddam, par l'impérialisme local du Baas irakien. Et pourtant, cette bataille Nord-Sud s'inscrit dans un cadre de tensions beaucoup plus large, où la responsabilité du Nord est écrasante.

Conclure une postface dans un monde changeant est difficile : il faut se risquer à parler qu'elle ne sera pas dévaluée dans les mois qui viennent. Pourtant je crois pouvoir dire que les deux années qui se sont écoulées entre la première parution de ce livre en français et la traduction brésilienne/anglaise n'invalident en aucune manière notre diagnostic et confirment massivement la valeur des propositions. Risquons même un pari : l'année 1992 va spectaculairement illustrer nos propos sur un chapitre crucial. Elle va marquer la *première bataille nord-sud de la guerre mondiale de l'environnement*.

Les risques planétaires dénoncés dans le chapitre 5 de ce livre sont, depuis la fin de 1989, passés dans le sens commun. Le martyr de Chico Mendès, paysan de l'Amazonie

assassiné par les grands propriétaires brésiliens parce qu'il prônait un modèle "soutenable" d'exploitation de la forêt tropicale, a certainement pesé dans cette prise de conscience. Les grandes manœuvres diplomatiques ont commencé pour l'élaboration d'un nouveau droit planétaire de l'environnement, et leur premier point d'orgue sera sonné lors de la Conférence Mondiale de l'Environnement, à Rio de Janeiro, en Juin 1992.

Nous avons été très clairs dans ce livre : ce nouveau droit est *rigoureusement indispensable*. Le sort des générations futures en dépend. Des mesures contraignantes (donc avec des sanctions contre les contrevenants) sont urgentissimes. Et d'ores et déjà, les pays du Sud les plus hyper-productivistes s'y opposent, condamnant explicitement les mesures du type de celles que je proposais. Ainsi des "Clauses écologiques et sociales sur le libre-échange", auxquelles répond le Premier ministre de Malaisie : "*Environnement, Démocratie, Droit de l'Homme sont les nouveaux obstacles que les pays développés veulent opposer à leurs futurs concurrents*".²⁴ Le drame, c'est que la Guerre du Golfe, en identifiant l'idée d'un Droit International au principe "Deux poids, deux mesures", ne lui donne pas tout à fait tort.

Prenons l'exemple de l'effet de serre. La croissance du CO₂ dans l'atmosphère doit être arrêtée, et d'urgence. Mais il y a deux façons d'y procéder.

La première part des "droits acquis". Elle propose par exemple une stabilisation, puis une réduction des émissions de CO₂, pays par pays, dans les 30 prochaines années. Ainsi les pays qui ont ravagé le biosphère depuis un siècle et dont la population stagne gardent leur "part" du droit mondial à polluer. Les pays qui sont peu responsables de l'effet de serre jusqu'à ce jour, et dont la population est en croissance rapide, doivent se partager les restes. La révolution industrielle leur est interdite.

Le seconde part de l'égalité des droits de tous les humains. Elle fixe un quota global de pollution annuelle compatible avec les capacités de régénération de l'écosystème mondial, et le répartit au prorata des populations mondiales. Chaque pays garde alors la liberté des moyens de s'adapter à son quota, moyennant une mise en commun des technologies économiques en énergies polluantes. C'est la voie de l'autonomie et de la solidarité.

La première implique le maintien d'un impérialisme écologique. La seconde implique un transfert massif du "droit à polluer" du Nord vers le Sud, et donc une réforme des modèles de développement beaucoup plus contraignante au Nord qu'au Sud. Le même raisonnement est valable sur l'ensemble des problèmes en discussion : sauvegarde des forêts et de la diversité biologique, etc...

Le XXII^e siècle a commencé par une guerre Nord-Sud. Il va se poursuivre par une bataille de toute l'humanité pour la survie collective de la Planète. Pour que cette bataille de toute l'humanité sur elle-même ne tourne pas, de nouveau, à une guerre Nord-Sud, une alternative de développement (dont les grands axes seront nécessairement voisins de ceux proposés dans ce livre) est nécessaire, au Nord comme au Sud. Aujourd'hui, "choisir l'audace", c'est choisir la paix.

NOTES

1. Voir les deux derniers livres de B. Coriat : *L'atelier et le robot* (C. Bourgois, Paris, 1990) et *Penser à l'envers* (1991).
2. *Pour la traduction Brésilienne.*
Voir A. Lipietz "Les rapports Capital-Travail à l'aube du XXI^e siècle", *Ensaïos FEE*, Porto Alegre 1991.
Pour la traduction anglaise.
Voir D. Leborgne et A. Lipietz "Fallacies and open issues of Post-Fordism" in Scott & Storper (eds) *Pathways to Industrialization and Regional Development in the 1990's*, Unwin & Hyman, 1991.
3. Quelques précisions institutionnelles. La Communauté Economique Européenne est un monstre démocratique. Son organe exécutif est la *Commission* (présidée par J. Delors) dont les membres sont désignés par les Etats. La Commission fait des propositions au *Conseil* (qui est donc le pouvoir législatif). Ce Conseil est composé des gouvernements des pays membres : le législatif européen est la somme des exécutifs nationaux ! Le *Parlement* Européen, élu, n'a qu'un pouvoir de recommandation, mais le Conseil peut passer outre. Le Parlement peut aussi "censurer" (renverser) la Commission, mais ça ne s'est jamais fait.
4. Voir Leborgne D. et Lipietz A. "Avoiding Two-Tiers Europe", *Labour & Society* vol.15 n°2, April 1990, ILO (geneva).
5. *Note pour la traduction* : Marches = régions - frontières d'un empire (à l'intérieur ou à l'extérieur).
6. Ce racisme se déchaînera pendant la Guerre du Golfe, qu'un éditeur de la principale chaîne de télévision française présentera comme "un affrontement entre le monde civilisé et les Arabes".
7. *Note si nécessaire (pour la traduction).*
En 1871, l'Empire Allemand dirigé par Bismark vainquit l'Empire français de Napoléon III. La capitulation fut négociée par un gouvernement provisoire de notables réactionnaires dirigés par Thiers. Les ouvriers de Paris proclamèrent une Commune insurrectionnelle. Bismark libéra l'armée française vaincue pour permettre à Thiers de mater l'insurrection.
8. Il va de soi que la résolution "humanitaire" 688 du Conseil de Sécurité réactive utilement le "devoir d'ingérence" contre un Etat martyrisant son propre peuple. Et il est exact que c'était bien à l'opposition irakienne qu'il revenait de chasser Saddam Hussein. Le problème, c'est que les USA, ayant donné à cette opposition le signal de

cette insurrection, non seulement refusèrent de l'aider (comme ils l'avaient fait pour l'opposition Afghane et pour la "Contra" nicaraguayenne), mais aidèrent son bourreau.

9. "Appliquer aussi fermement les résolutions sur la Palestine que celle sur le Koweït" entend-on dire ici et là, parmi les propres partisans de la résolution 678. Soyons clairs. Il serait parfaitement légitime (et efficace) de proclamer immédiatement l'embargo commercial et financier sur Israël jusqu'à l'application intégrale de la résolution 242. L'Etat Palestinien (de la résolution 181) n'a même pas à être créé, puisque consulairement il existe déjà (comme d'ailleurs la neutralité de Jérusalem), et que ni l'Egypte, ni la Jordanie, n'ont plus de revendication sur Gaza et la Transjordanie. Mais toute nouvelle "678" menaçant d'écraser Israël sous les bombes sous un délai de 6 mois rencontrerait une opposition aussi légitime et, cette fois, presque unanime, et j'en serais !
10. Telle est du moins l'interprétation qui ressort du livre de P. Salinger et E. Laurent *Guerre du Golfe : Le dossier secret* (Orban, Paris, 1990). Après la guerre, l'ambassadrice américaine en Irak nia l'exactitude des termes de son entretien du 25 Juillet 1990 avec Saddam Hussein tels que rapportés par la chaîne ABC et reproduits dans ce livre. Elle semblait en effet y multiplier les "feux verts", allant jusqu'à affirmer que le différend irako-koweïtien ne "concernait pas l'Amérique". Dénégation bien tardive, et d'autant moins crédible que le monde entier a bel et bien entendu le Président Bush, avec la même félonie consommée, appeler le peuple irakien à l'insurrection, pour ensuite la laisser écraser sans lever le petit doigt, et même en rendant à Saddam ses hélicoptères.
11. Remarquons ici que le Pakistan et la Syrie sont presque aussi bons candidats pour la prochaine "raclée", du point de vue de la "menace potentielle".
12. "Une guerre ni nécessaire, ni urgente", *Revue Politique et Parlementaire*, Décembre.
13. Chiffres 1989, année "normale". Il va de soi que, comme elle l'a prouvé depuis la guerre, l'Arabie Saoudite peut parfaitement couvrir une part bien plus grande du marché.
14. Voir Alain LIPIETZ, *Mirages et miracles*, La Découverte 1985.
15. Voir F. Chesnais *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, Economica, 1990.
16. Attention. La facture d'une expédition militaire financée par l'étranger n'est bénéficiaire pour l'Administration qui l'organise que par son écart avec son coût réel. En revanche, pour le Compte d'Echange des Biens et Services de la Nation exportatrice, elle doit être portée entièrement à l'actif, même si elle est facturée à prix coûtant.
17. Les "arrangements de sécurité" qui se négocient actuellement au Moyen Orient illustrent parfaitement cette "forfaitarisation".
* D'abord (mais c'est classique, quoiqu'on aurait pu espérer que le leçon irakienne

45
107

- tempère la course aux ventes d'armes), les Etats-Unis vendent quelques 15 milliards de dollars d'armement à leurs alliés du Machrek.
- * Ensuite, ils entreposent des armes lourdes et sophistiquées à demeure dans les petits émirats... au frais des pétromonarchies.
 - * Enfin, la Syrie et l'Egypte fournissent l'infanterie pour défendre ces pétromonarchies, et, avec leur solde, ils achètent du blé aux Etats-Unis.
18. Pour les raisons évoquées plus haut (laisser au Baas les moyens de maintenir l'ordre en Irak), Georges Bush interrompit pourtant l'offensive du Général Schwarzkopf. La guerre coûta donc moitié moins cher que prévu, et les bailleurs de fonds (l'Allemagne en tête) commencèrent légitimement à contester le devis. A l'heure où j'écris ces lignes, les Etats-Unis n'ont reçu que 7,2 milliards du Japon, 7 milliards du Koweït, 6,9 de l'Arabie Saoudite, 4,9 de l'Allemagne (déclaration du porte-parole du Pentagone, Bob Hall, 28 Mars 1990).
 19. *Le modèle italien*, Arthaud.
 20. Argument d'ailleurs développé par Paul Kennedy dans le *Wall Street Journal* (25 Janvier) à l'occasion de l'expédition du Golfe.
 21. Il reste possible que le Japon ouvre finalement aux Etats-Unis son marché du riz. Pas pour des raisons militaires, mais toujours pour des raisons économiques : trouver quelque chose à acheter aux Etats-Unis pour équilibrer la balance commerciale !
 22. Le quasi-monopole que les Etats-Unis semblent s'être assuré dans la reconstruction du Koweït ne doit pas faire illusion. Le Koweït était déjà dans la zone américaine, et il faudra attendre les comptes définitifs.
 23. Le Turquie est, plus encore que l'Iran, le grand vainqueur local. Durablement privée d'accès à la CEE par la question de l'arme et sa conception particulière des droits de l'Homme, la Turquie peut espérer le soutien des USA dans un projet de reconstruction de sa zone d'influence, en s'appuyant sur toute la zone turcophone ou musulmane de l'ancien monde "socialiste" en décomposition, à l'interface entre l'Europe et l'Asie, de la Bosnie (en Yougoslavie) à la Trans-Oxiane soviétique. Comme nous l'avons vu plus haut, il s'agit précisément de la zone-frontière Sud des "exclus de la CEE".
 24. Discours de Mahathir MOHAMMAD l'Asia Society, Bali, 4 Mars 1991.